

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 MARS 1903.

Projet de loi autorisant l'augmentation du nombre des notaires dans l'arrondissement de Bruxelles.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi qui permet de porter le nombre des notaires de 37 à 40 dans la ville de Bruxelles et de 5 à 6 dans chacun des cantons d'Ixelles, de Saint-Gilles, de Saint-Josse-ten-Noode et de Schaerbeek.

Aux termes de l'article 31 de la loi du 25 ventôse au XI, organique du notariat, « le nombre des notaires pour chaque département, leur placement et résidence, seront déterminés par le Gouvernement, de manière : 1^e que dans les villes de cent mille habitants et au-dessus, il y ait un notaire, au plus, par six mille habitants ; 2^e que dans les autres villes, bourgs ou villages, il y ait deux notaires au moins, ou cinq au plus, par chaque arrondissement de justice de paix ».

La limite établie par la loi de ventôse a été bientôt dépassée en ce qui concerne la ville de Bruxelles.

Dès le 7 novembre 1848, M. de Haussy déposait un projet de loi augmentant le nombre des notaires à Bruxelles de 20 à 30.

« Depuis longtemps, disait-il, dans l'exposé des motifs du projet, il a été reconnu que la base établie par la loi de ventôse est loin de suffire pour la ville de Bruxelles qui, par sa condition de capitale du royaume, de point central des diverses lignes de chemins de fer, est le siège d'un nombre d'affaires et de transactions en dehors de proportion avec le chiffre de sa population. »

Vingt années plus tard, M. Bara constatait le développement sans cesse croissant de la ville de Bruxelles, le chiffre toujours plus considérable des

affaires qui s'y font et, le 5 mai 1868, il déposait un projet de loi portant le nombre des notaires de la capitale de 30 à 37.

Dans le rapport soumis à la Chambre, le 12 mai 1868, au nom de la Commission chargée de l'examen de ce projet, devenu la loi du 30 mai 1868, M. Guillery disait :

« Il paraît également admis aujourd'hui que le chiffre de la population ne peut être le seul élément pour déterminer le nombre des notaires. Le nombre des actes authentiques, le développement de la richesse publique, le nombre des affaires qui se traitent dans une ville réunissant les possesseurs des plus grandes fortunes, le siège des administrations de grandes compagnies financières et industrielles, telles sont les principales circonstances qui doivent guider le législateur. »

Ces motifs, dont il paraît difficile de contester la justesse, légitiment aujourd'hui encore une nouvelle extension du corps notarial dans la ville de Bruxelles.

Si la population de la capitale ne s'est développée dans des proportions fort considérables depuis l'entrée en vigueur de la loi du 30 mai 1868, il n'en est pas de même du nombre des actes authentiques et de l'importance des affaires.

De 12,449 en 1867, le nombre des actes s'est élevé, en 1904, à 15,597.

De 1.855,695 francs en 1866, les droits d'enregistrement versés par les notaires de Bruxelles ont monté, en 1904, à 3,909,095 francs.

Cette énorme augmentation n'est pas, comme on pourrait peut-être le croire, le fait d'une situation passagère. Elle est l'indice d'un accroissement de prospérité et d'une progression constante de transactions. Si, au lieu de consulter les chiffres de l'année 1904, on a recours aux statistiques des dernières années, on constate que la moyenne annuelle des actes passés par l'ensemble des notaires de Bruxelles, pendant la dernière période décennale (1895-1904), s'élève à 15,123 actes et la moyenne des droits versés par leurs études à l'enregistrement pendant les années 1899 à 1904 atteint le chiffre de 3,663,167 francs.

Le chiffre moyen des actes dressés et des droits payés par notaire est également considérable.

En divisant par le nombre des notaires de résidence à Bruxelles, à partir de la loi du 30 mai 1868, les chiffres cités dans l'exposé des motifs de cette loi, on remarque qu'après la création des nouveaux sièges la moyenne des actes par notaire devait s'élever à 336 actes et la moyenne des droits versés à 49,613 francs. Ces chiffres s'élèvent aujourd'hui respectivement à 421 actes et à 105,650 francs.

Le grand développement de l'agglomération bruxelloise qui, au 31 décembre 1905, comprenait, pour les faubourgs seuls de Bruxelles, une population de 394,454 habitants, n'est certes pas étrangère à cet accroissement considérable des affaires traitées par les notaires de la capitale. L'extension progressive des faubourgs ne peut qu'avoir une répercussion sensible sur le nombre des actes qui sont dressés au centre même de l'agglomération.

En un mot, le nombre actuel des notaires de Bruxelles ne correspond plus au chiffre et à l'importance des transactions qui se traitent dans la capitale. La création de trois nouveaux sièges établira une plus juste proportion.

Le même accroissement du nombre et la valeur des affaires, mais accompagné ici d'une égale augmentation de la population, se retrouve dans un certain nombre de faubourgs de Bruxelles. Les tableaux statistiques ci-annexés suffisent à en faire ressortir l'importance.

Le 29 mai 1863, M. Tesch faisait déjà remarquer au Sénat l'anomalie qu'il y a dans ce fait que « pour les faubourgs de Bruxelles, par exemple, qui comprennent une population considérable, il ne peut y avoir plus de cinq notaires ».

Cette anomalie se fait particulièrement sentir dans les cantons d'Ixelles, de Saint-Gilles, de Saint-Josse-ten-Noode et de Schaerbeek. Le Gouvernement croit donc devoir vous proposer la création d'une place de notaire dans chacun de ces cantons.

Une dérogation à la loi de ventôse a déjà été faite, dans des conditions identiques, par la loi du 18 mai 1886, qui a porté le nombre des notaires à 7 dans le canton de Saint-Josse-ten-Noode, à 9 dans le canton d'Ixelles et à 6 dans le canton de Molenbeek-Saint-Jean. La création de nouvelles justices de paix, en vertu de lois subséquentes, a ramené ces cantons sous le régime de la loi de ventôse.

En soumettant à vos délibérations un projet de loi qui augmente le nombre de notaires dans l'agglomération bruxelloise, le Gouvernement donne partiellement satisfaction aux vœux exprimés par l'association des candidats-notaires de l'arrondissement de Bruxelles. Ces vœux ne constituent d'ailleurs que l'expression de l'opinion publique et la chambre des notaires en a reconnu la légitimité pour les cantons qui entourent la ville de Bruxelles.

Le Ministre de la Justice,

J. VAN DEN HEUVEL.



PROJET DE LOI.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous AVONS ARRÉTÉ ET ARRÉTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le nombre des notaires peut être porté :

à 40 dans la ville de Bruxelles ;
à 6 dans chacun des cantons d'Ixelles, de Saint-Gilles, de Saint-Josse-ten-Noode et de Schaerbeek.

Donné à Laeken, le 20 mars 1905.

WETSONTWERP.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het getal der notarissen mag gebracht worden :

op 40 in de stad Brussel ;
op 6 in ieder der kantons Elsene, Sint-Gillis, Sint-Joos-ten-Oode en Schaarbeek.

Gegeven te Laken, den 20^e Maart 1905.

LÉOPOLD.

Par le Roi:

Le Ministre de la Justice,

J. VAN DEN HEUVEL.

Van 's Konings wege :

De Minister van Justitie,

(5)

ANNEXE-BIJLAGE

ANNEXE -

BIJLAGE

MONTANT DES DROITS D'ENREGISTREMENT PERCUS.							Nombre de notaires. Getal der notarissen.	MOYENNE PAR NOTAIRE.				
Bedrag der geheven registratie-rechten.								Gemiddeld per notaris.				
1899.	1900	1901.	1902.	1903.	1904.	Moyenne annuelle. — Gemiddeld jaarlijks.		Années 1899 à 1904. — 1899 tot 1904.	Actes. Akten	Droits d'enregistrement. Registratie-rechten.	Années 1899 à 1904. — 1899 tot 1904.	
5,591,402	5,522,792	5,551,652	5,661,095	5,562,601	5,909,574	5,685,167	57	408	421	99,004	105,658	
269,004	535,965	542,518	287,976	299,441	240,015	292,119	5	586	548	59,422	48,002	
156,826	178,008	504,894	519,194	505,146	556,627	266,782	5	252	420	55,556	67,524	
442,040	452,934	581,598	512,424	615,018	581,422	527,259	5	550	614	105,446	116,284	
186,762	216,406	264,645	298,592	511,085	352,259	271,657	5	580	472	54,520	70,450	

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 MAART 1905.

**Ontwerp van wet waarbij tot uitbreiding van het getal der notarissen
in het arrondissement Brussel machtiging gegeven wordt.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Regeering heeft de eer U ter overweging aan te bieden een ontwerp van wet die toelaten zal het getal der notarissen te brengen van 37 tot 40 in de stad Brussel en van 8 tot 6 in ieder der kantons Elsene, Sint-Gillis, Sint-Joost-ten-Oode en Schaarbeek.

Naar luid van artikel 31 der wet van 25 ventôse jaar XI. tot inrichting van het notariaat « worden het getal der notarissen voor ieder departement, hunne indeeling en hunne standplaats door de Regeering bepaald, derwijze : 1^o dat in steden met honderd duizend inwoners en meer, er een notaris weze, ten hoogste, voor zes duizend inwoners ; 2^o dat in de andere steden, vlekken of dorpen, er ten minste twee of ten hoogste vijf notarissen wezen voor ieder arrondissement van een vredegerecht. »

De door de wet van Ventôse gestelde grens werd weldra, wat de stad Brussel betreft, overschreden.

Reeds den 7^e November 1848, werd door den heer de Haussy een wetsontwerp aangeboden waarbij het getal der notarissen te Brussel vermeerderd werd van 20 tot 30.

« Sedert geruimen tijd, heet het in de toelichting van het wetsontwerp, werd bevonden dat de door de wet van Ventôse gelegde basis, verre van toereikend is voor de stad Brussel die, als zijnde de hoofdstad van het rijk en het middenpunt der verschillende spoorbanen, de bedrijfsplaats is van een getal zaken en verhandelingen dat buiten verhouding is met het eijfer harer bevolking. »

Twintig jaar later betoogde de heer Bara hoe de stad Brussel zich meer

en meer bleef uitbreiden, hoe het cijfer der zaken die er gedreven werden steeds aanzienlijker werd en, op 5 Mei 1868, legde hij een wetsontwerp neder waarbij het getal der notarissen in de hoofdstad van 30 tot 37 werd gebracht.

In het op 12 Mei 1868 bij de Kamer ingediende verslag, namens de Commissie die belast was geweest met het onderzoek van het ontwerp, dat op 30 Mei 1868 tot wet werd, zegde de heer Guillery :

« Algemeen schijnt men thans het erover eens dat het cijfer der bevolking niet alleen mag in aanmerking komen bij het vaststellen van het getal der notarissen. Het getal der authentieke akten, de uitbreiding van de openbare welvaart, het aantal der zaken die gedaan worden in eene stad waar de bezitters van de grootste vermogens vereenigd zijn, waar de administratiën gevestigd zijn van groote financiële en nijverheidsondernemingen, dat zijn de voornaamste omstandigheden welke den wetgever leiden moeten. »

Die redenen, waarvan men bezwaarlijk zou kunnen betwisten dat zij afdoende zijn, wettigen heden ook eene verdere uitbreiding van het korps der notarissen in de stad Brussel.

Is, sedert de inwerkingtreding der wet van 30 Mei 1868, de bevolking der hoofdstad niet op zeer groote schaal aangegroeid, anders is het gesteld met de authentieke akten en de belangrijkheid der zaken.

Van 12,449 in 1867, is het getal der akten gestegen, in 1904, tot 15,597.

Van 1,835,695 frank in 1866, is het bedrag der door de Brusselsche notarissen betaalde registratiekosten gestegen, in 1904, tot 3,909,095 frank.

Die overgrote vermeerdering is niet te danken aan tijdelijke toestanden, zooals men allicht meenen zou. Zij is het teken van toenemende welvaart, van aanhoudende stijging in het getal der zaken. Zoo men nu niet alleen de cijfers voor het jaar 1904, maar ook de statistieken over de laatste jaren beschouwt, dan bevindt men dat het gemiddeld getal per jaar van de door al de notarissen van Brussel gedurende het laatste tienjarig tijdperk (1895-1904) verleden akten, 15,123 bereikt, en dat het gemiddelde cijfer van de door hen, gedurende de jaren 1899-1904 betaalde registratierechten, 5,663,167 frank bedraagt.

Het gemiddeld cijfer van de door iederen notaris verleden akten en betaalde registratierechten is mede zeer hoog.

Zoo men de in de toelichting der wet van 30 Mei 1868 aangehaalde cijfers verdeelt door het getal der sedert die wet te Brussel aangestelde notarissen, dan bevindt dat, na de instelling der nieuwe notarisambten, het gemiddeld getal der akten per notaris 336 moet bedragen en het gemiddeld cijfer der betaalde rechten 49,613 frank. Thans bedragen het getal der akten 424, en de som der rechten 105,650 frank.

De aanzienlijke uitbreiding der Brusselsche agglomeratie welke, op 31 December 1903, in de voorsteden van Brussel alleen, eene bevolking had van 594,484 inwoners, is voorzeker niet zonder invloed geweest op de groote vermeerdering van de door de notarissen der hoofdstad behandelde zaken. De trapsgewijze uitbreiding der voorsteden moet natuurlijkerwijze

van beduidenden invloed geweest zijn op het getal der akten die in het centrum der agglomeratie werden opgemaakt.

Kortom, het huidige getal der notarissen te Brussel beantwoordt niet langer aan het eijsen en aan het gewicht der in de hoofdstad plaats hebbende verhandelingen. De oprichting van drie nieuwe notaris-ambten zal eene meer doelmatige verhouding herstellen.

Eene zelfde vermeerdering van het getal en het gewicht der zaken, — maar thans samengaande met een gelijken aangroei der bevolking, — treft men aan in enkele voorsteden van Brussel. De bijgaande statistieken bevatten dienaangaande de noodige gegevens.

Reeds op 29 Mei 1863 vestigde de heer Tesch de aandacht van den Senaat erop, hoe onredemarig het is, dat « in de Brusselsche voorsteden, b. v., welker bevolking aanzienlijk is, er niet meer dan vijf notarissen mogen aangesteld worden. »

Dat bezwaar doet zich vooral gelden in de kantons Elsene, Sint-Gillis, Sint-Joos-ten-Oode en Schaerbeek. Ook meent de Regeering de oprichting van een notaris-ambt in ieder van die kantons te moeten voorstellen.

Reeds werd, in gelijke omstandigheden, van de wet van Ventôse afgeweken door de wet van 18^a Mei 1886 : deze bracht het getal der notarissen tot 7 in het kanton Sint-Joos-ten-Oode, tot 9 in het kanton Elsene en tot 6 in het kanton Sint-Jans-Molenbeek. De oprichting, bij latere wetten, van nieuwe vrederechten, bracht die kantons weder onder het regiem van de wet van Ventôse.

Waar de Regeering U een wetsontwerp ter overweging aanbiedt, tot uitbreidung van het getal der notarissen in de Brusselsche agglomeratie, geeft zij gedeeltelijke voldoening aan de door het verbond der kandidaten-notarissen van het arrondissement Brussel uitgebrachte wenschen. Die wenschen zijn overigens slechts de uitdrukking der openbare meening en de Kamer der Notarissen heeft de gegrondheid ervan erkend wat betreft de de stad Brussel omringende kantons.

De Minister van Justitie,

J. VAN DEN HÈUVEL.



PROJET DE LOI.

Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le nombre des notaires peut être porté :

à 40 dans la ville de Bruxelles ;
à 6 dans chacun des cantons d'Ixelles, de Saint-Gilles, de Saint-Josse-ten-Noode et de Schaerbeek.

Donné à Laeken, le 20 mars 1905.

WETSONTWERP.

Leopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil!*

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het getal der notarissen mag gebracht worden :

op 40 in de stad Brussel ;
op 6 in ieder der kantons Elsene, Sint-Gillis, Sint-Joos-ten-Oode en Schaerbeek.

Gegeven te Laken, den 20^e Maart 1905.

LÉOPOLD.

Par le Roi:

Le Ministre de la Justice,

J. VAN DEN HEUVEL.

Van 's Konings wege :

De Minister van Justitie.

(5)

ANNEXE-BIJLAGE

ANNEXE -

BIJLAGE

MONTANT DES DROITS D'ENREGISTREMENT PERCUS.							MOYENNE PAR NOTAIRE.				
Bedrag der geheven registratie-rechten.							Gemiddeld per notaris.				
1899.	1900.	1901.	1902.	1903.	1904.	Moyenne annuelle. — Gemiddeld jaarlijks.	Nombr de notaires. Getal der notarissen.	Actes. Akten.		Droits d'enregistrement. Registratie-rechten.	
								Années 1895 à 1904. Jaren 1895 tot 1904.	Année 1904. Jaar 1904.	Années 1899 à 1904. Jaren 1899 tot 1904.	Année 1904. Jaar 1904.
5,591,492	5,522,792	5,551,652	5,661,095	5,562,601	5,909,574	5,665,167	57	408	421	99,004	105,658
269,004	353,905	542,518	287,976	299,441	240,013	292,119	5	586	548	50,422	48,002
156,826	178,008	504,804	519,194	303,146	539,627	266,782	5	252	420	53,556	67,524
452,040	452,954	581,598	512,424	615,018	581,422	527,250	5	550	614	105,446	116,284
186,762	216,406	264,643	298,592	311,085	352,259	271,657	5	380	472	54,520	70,450